

Dividende et composition du conseil contestés chez Züblin

IMMOBILIER. Certains actionnaires de Züblin ont bien l'intention de mettre leur grain de sel lors de la prochaine assemblée générale de la société immobilière Züblin, convoquée le jeudi 26 juin à Zurich. Un actionnaire demande un dividende plus élevé, tandis qu'un renforcement du conseil d'administration est réclamé par d'autres. Marcel Vöglin, un actionnaire bâlois, a fait inscrire une proposition à l'ordre du jour visant à relever le dividende à 1,30 franc par action, alors que le conseil d'administration prône le versement d'un dividende stable à 1,00 franc, selon l'invitation à l'assemblée générale. Cet investisseur, fort d'une part de 17%, base sa proposition sur le bénéfice par action de la société zurichoise, qui a atteint 2,62 francs en 2024. La proposition de dividende de 1,30 franc par nominative Züblin correspond environ à 50% de ce montant, ce qui permet d'adapter la rémunération des actionnaires à l'inflation, selon Marcel Vöglin. Le conseil d'administration de Züblin rejette la proposition d'augmenter le dividende, a déclaré le directeur de l'entreprise Philippe Brändle. Il renonce toutefois à prendre position sur les propositions concernant l'élection de nouveaux membres au sein de l'organe de surveillance. (awp)

Un partenariat pour produire de l'énergie avec du renouvelable local

ÉNERGIE. Fer de lance d'une production d'électricité et de chauffage décentralisée, le vaudois Innergia et le bâlois Primeo Energie s'associent avec le soutien du vice-président de Roche, André Hoffmann.

Christian Affolter

Innergia compte dorénavant un gestionnaire d'un réseau de distribution (GRD) parmi ses partenaires. Le concepteur de solutions permettant aux communes de devenir indépendantes énergétiquement a présenté mercredi à Payerne son alliance avec Primeo Energie, basée à Münchenstein (BL). «C'est une étape clé pour Innergia, qui permet de développer tout un système énergétique avec des ressources renouvelables locales», a souligné son fondateur et CEO, Frédéric James Gentizon. Huitième coopérative de Suisse, Primeo Energie a généré l'année dernière un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de francs et approvisionne plus de 180.000 ménages en énergie, sous forme d'électricité et de chauffage (Romande Energie: 0,8 milliard, Groupe E: 1,01 milliard). En outre, ajoute le communiqué, elle «s'engage pour des solutions digitales et décentralisées». Le partenaire bâlois propose ses services de gestion en marque blanche (sans apposer sa marque, pouvant être commercialisés sous la marque du client) à d'autres acteurs du marché et coopère par exemple avec les SIG à Genève. Rappelons que le modèle du payernois Innergia est de proposer aux communes

de moins de 1200 habitants des solutions pour exploiter sur place leurs énergies, par exemple à Henniez, Rossinière ou Treytorrens. «Elles ont peu de moyens, mais souvent beaucoup de ressources renouvelables», a souligné Frédéric James Gentizon. Les services industriels communaux ainsi créés peuvent proposer l'électricité et le chauffage à prix coûtant, compétitif par rapport aux fournisseurs privés. Cela permet aussi à ce modèle de faire ses preuves à petite échelle avant de passer à des structures plus grandes. «Face à la nécessité de changer le système de production énergétique en Suisse, le mo-

dèle d'Innergia m'a tout de suite séduit», a déclaré André Hoffmann, vice-président de Roche et aussi actionnaire important de la société payernoise. Pour le financement des infrastructures, Innergia collabore avec Cosmofunding, la plateforme de financement développée par Vontobel.

«Personne ne veut l'autarcie»

Dans le cadre du partenariat avec Innergia, Primeo Energie s'occupera notamment de l'interconnexion entre les différents réseaux d'énergie communaux en cours de réalisation ou futurs. C'est une association entre deux acteurs

favorables à une production d'énergie décentralisée, ce qui augmente la complexité pour gérer ces installations de manière efficace.

«Personne ne veut l'autarcie, tout le monde veut l'autonomie», a souligné Cédric Christmann, CEO de la coopérative bâloise. Pour cela, les nouvelles ressources doivent être intégrées au réseau, qui doit devenir bidirectionnel et numérisé. Dans ses services s'adressant aux consommateurs et aux producteurs, Primeo Energie «est l'un des pionniers», selon le CEO. Elle a aussi permis à Swissgrid d'éviter le 30 avril une surcharge du réseau, en sor-

tant rapidement «de petites installations photovoltaïques réparties sur toute la Suisse». L'indépendance obtenue par l'exploitation de ressources locales peut aussi être une solution face aux problèmes croissants à l'échelle du réseau européen, avec ou sans accord avec l'Union européenne, comme le black-out de fin avril en Espagne, peut-être dû à une surcharge, l'a montré.

Ouverture vers la Suisse alémanique

L'association avec Primeo Energie apporte plus de crédibilité à Innergia et lui permet aussi d'ouvrir des portes du côté alémanique. Et grâce à l'offre combinée, la coopérative bâloise peut grandir hors de sa zone usuelle. Les partenaires se veulent précurseurs d'un changement de paradigme dans le domaine de l'électricité. Ce modèle, actuellement basé sur le négoce d'électricité, ainsi que sur la réalisation d'installations de production en visant un retour sur investissement, dans un monde où la production devient plus décentralisée, devrait évoluer vers des «services énergétiques à haute valeur ajoutée», a relevé Frédéric James Gentizon. Ce qui pourrait également séduire Romande Energie ou Groupe E réticents, du moins jusqu'aux changements récents à la direction générale. ■



Alliance. Cédric Christmann, CEO de Primeo Energie (à gauche), André Hoffmann, vice-président de Roche et actionnaire d'Innergia, Frédéric James Gentizon, CEO d'Innergia, et Pierre-Antoine Cottier, de Cosmofunding.

Burckhardt affiche une solide rentabilité

COMPRESSEURS À PISTON. L'Ebit du winterthouros s'est envolé de 16,4% et le bénéfice net a bondi de 17%.

Le groupe winterthouros Burckhardt Compression boucle l'exercice décalé 2024-2025 (clos fin mars) avec un carnet de commandes bien rempli, des recettes ayant dépassé pour la première fois le seuil du milliard de francs et une solide augmentation de la rentabilité. Les actionnaires seront gâtés. Le chiffre d'affaires s'est inscrit à 1,10 milliard de francs, ce qui représente une croissance de 11,6% en rythme annuel, indique jeudi le fabricant de compresseurs à pistons. Burckhardt affirme avoir évolué dans un marché volatil marqué par des «tendances variées selon les segments et les régions». Le bond des recettes au-delà du milliard de francs est imputable principalement à l'envolée des revenus générés par la division Systèmes, précise le communiqué. Les entrées de commandes ont pris 2,4% (ou 3,5% apurées des

taux de change) à 1,15 milliard de francs, dont 825,4 millions (+5,8%) pour la division Systèmes et 325,8 millions (-5,4%) pour l'unité Services.

Fort relèvement du dividende

Le résultat avant intérêts et impôts (Ebit) s'est envolé de 16,4% à 140,8 millions de francs, pour une marge améliorée de 1,2 point de pourcentage à 12,9%. Les divisions Systèmes et Services ont augmenté leur marge Ebit, de respectivement 2,7 et 0,1 points. Le bénéfice net s'est enrobé de 17,3% à 105,6 millions de francs.

Le conseil d'administration propose le versement d'un dividende de 18 francs par action, fortement relevé (+16,1%) par rapport à la rémunération de 15,10 francs octroyée au titre de l'exercice 2023-2024.

A la clôture de la Bourse suisse, l'action a reculé de 1,59% 619,00 francs. (awp)

Devant les investisseurs, Aevis Victoria réaffirme ses ambitions

HOSPITALITÉ. Sur les trois premiers mois de l'année, le groupe de cliniques et hôtels de luxe a accru ses recettes de 17% à 329,7 millions de francs. La direction a l'ambition de maintenir ce rythme sur l'exercice.

Nathalie Praz

Le groupe Aevis Victoria a réuni une centaine de participants mercredi à l'occasion de sa première journée des investisseurs, organisée au Genolier Innovation Hub (VD). L'événement a attiré principalement des investisseurs institutionnels, des gérants de fonds et de caisses de pension, venus aussi de Suisse alémanique. Plusieurs banques cantonales romandes ont également répondu présentes.

«Nous nous devons d'organiser une journée des investisseurs pour faire preuve de transparence, présenter les marques, les destinations et les directeurs de chaque branche présents pour l'occasion», a expliqué Michel Keusch, directeur financier du groupe. Elu en mai dernier président du conseil d'administration, Antoine Hubert – également

propriétaire de L'Agefi – a ouvert la matinée, avant de laisser place aux présentations des trois principaux piliers d'activité du groupe: Swiss Medical Network (SMN), réseau de cliniques privées, Michel Reybier Hospitality (MRH), actif dans l'hôtellerie haut de gamme, et Infracore, le pôle immobilier.

Toutes ces activités ont contribué à la progression de 17% du chiffre d'affaires au premier trimestre, à 329,7 millions de francs. La direction a confirmé sa volonté de poursuivre la croissance organique et d'améliorer la rentabilité, notamment par des cessions d'actifs immobiliers non stratégiques. Elle confirme son ambition de maintenir ce rythme sur l'exercice 2025.

Le groupe réaffirme aussi sa volonté de changer le paysage sanitaire suisse grâce notamment au développement de ses

réseaux de soins intégrés et son partenariat avec l'assureur Visana. Lancé début 2024, Viva Health a connu une progression du nombre d'assurés, tandis que les primes n'ont pas augmenté pour cette année contrairement aux autres assurances maladie. Aevis estime que ce modèle, combinant soins coordonnés, prévention et maîtrise des coûts, constituera à terme un important vecteur de croissance.

Un capital qui pourrait évoluer

Pour la première fois, le groupe a aussi détaillé la structure de sa dette, qui s'élevait à 974 millions de francs au premier trimestre, pour un endettement net ajusté à 875,5 millions. «Ce niveau reste parfaitement maîtrisé», assure Michel Keusch. Aevis Victoria a aussi profité de l'occasion pour clarifier sa

position concernant une possible augmentation du capital: «Nous n'y sommes pas opposés. Toutefois, nous estimons qu'à ce jour le cours de l'action ne reflète pas la juste valeur de la société», a déclaré Antoine Hubert. Néanmoins il précise que si des fonds devaient être levés cela interviendrait si une opportunité à saisir se présentait et directement via les filiales concernées comme SMN ou MRH.

L'action a connu un rebond progressif ces dernières semaines après avoir été pénalisée par un ajustement technique lié à sa sortie de l'indice SPI ESG en mars dernier. Le groupe espère pouvoir réintégrer cet indice à moyen terme, estimant qu'il avait été retiré de l'indice «pour des raisons injustifiées», comme le soulignait le CFO dans nos colonnes en mars dernier. ■